

Unité départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet
Avenue de Paris
62400 Bethune

Bethune, le 25/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FAURECIA INTERIEUR INDUSTRIE

Usine d'AUCHEL (62)
BP 40415
60114 Méru

Références : FW/SV Equipe 4-54-2024
Code AIOT : 0007001097

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/03/2024 dans l'établissement FAURECIA INTERIEUR INDUSTRIE implanté Boulevard de Mailing Zone Industrielle 62260 Auchel. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

A noter que l'inspection a été l'occasion de faire un point sur les actions menées par l'exploitant suite à la dernière visite menée en septembre 2020 dans le cadre d'une pollution détectée dans le cours d'eau voisin et liée à un incident survenu sur le site.

En effet et pour mémoire, la vidange accidentelle de la cuve d'eau qui alimente le système d'extinction automatique du site, a lessivé les sols, entraînant beaucoup de matières en suspension et de saletés qui ont bouché les réseaux d'évacuation et colmaté les puisards et les séparateurs d'hydrocarbures. Cet incident a conduit à entraîner les eaux des galeries techniques chargées en huiles hydrauliques vers le cours d'eau à proximité.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FAURECIA INTERIEUR INDUSTRIE
- Boulevard de Mailing Zone Industrielle 62260 Auchel
- Code AIOT : 0007001097
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société FAURECIA exerce sur le territoire de la commune d'AUCHEL une activité de production de pièces en matières plastiques pour l'automobile. Ces pièces sont destinées à l'habillage intérieur des véhicules.

L'établissement est soumis à Autorisation au titre de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et fonctionne actuellement sous couvert d'un Arrêté Préfectoral d'Autorisation d'exploiter en date du 26 juin 1986.

L'évolution progressive des activités sur le site FAURECIA à AUCHEL, a conduit l'exploitant à déposer en janvier 2004 un nouveau dossier de demande d'Autorisation d'exploiter pour régulariser sa situation au regard de cette évolution et de la réglementation des Installations Classées.

Ce dossier a été soumis à l'enquête publique du 15 novembre au 15 décembre 2004. Cependant, le site a depuis connu d'importantes difficultés économiques et subi un plan social ramenant l'effectif de 700 à 130 personnes. Cette baisse d'effectifs s'est accompagnée d'une baisse et d'une modification des activités.

Compte tenu de ces difficultés et de l'évolution de la situation, le dossier de demande d'Autorisation d'exploiter déposé en 2004 n'a pas abouti et le nouvel Arrêté Préfectoral d'Autorisation d'exploiter est resté à l'état de projet.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Bilan de la situation administrative du site	Code de l'environnement du 22/08/2021, article L.512-1 et L.512-2	Sans objet
2	Déversements accidentels	Arrêté Préfectoral du 26/06/1986, article 3-4	Sans objet
3	Contrôles périodiques	Arrêté Préfectoral du 26/06/1986, article 3-12	Sans objet
4	Défense incendie	Arrêté Préfectoral du 26/06/1986, article 7-3	Sans objet
5	Entretien des dispositifs de traitement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite menée sur le site le 07/03/24 a permis de faire le point sur la situation administrative du site au regard des activités actuelles et de leurs volumes. L'exploitant devra encore transmettre à

l'inspection les éléments nécessaire pour mettre à jour la situation administrative du site.
 En outre les points de contrôle ont portés sur les risques de pollution accidentelles suite à l'incident survenu le site en 2020.
 Aucune non-conformité n'a été relevée sur les points vus lors de la visite.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bilan de la situation administrative du site

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 22/08/2021, article L.512-1 et L.512-2
Thème(s) : Situation administrative, Classement des activités ICPE
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article L. 511-1 du Code de l'Environnement Sont soumis aux dispositions du présent titre les usines, ateliers, dépôts, chantiers et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, « soit pour l'utilisation économe des sols naturels, agricoles ou forestiers, » soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique. [...]</p> <p>Article L. 511-2 du Code de l'Environnement Les installations visées à l'article L. 511-1 sont définies dans la nomenclature des Installations Classées établie par décret en Conseil d'Etat, pris sur le rapport du Ministre chargé des Installations Classées, après avis du Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques. « Ce décret soumet les installations à Autorisation, à Enregistrement ou à Déclaration suivant la gravité des dangers ou des inconvénients que peut présenter leur exploitation. » [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site est actuellement soumis à Autorisation. L'exploitant a informé l'Inspection lors de la visite sur site, de l'arrêt, déjà effectif, de l'activité de moussage (rubrique 2660) ainsi que de la ligne peinture (rubrique 2940). L'Inspection a en outre pu constater lors de la visite que la ligne peinture a été démontée et évacuée. Compte tenu des installations qui subsistent et de la nette diminution de leurs volumes d'activité, le site est globalement classé sous le régime de la déclaration pour les rubriques: - 2661 (injection de matière plastique), - 2662 (stockage de matières premières sous forme de granulés), - 2663 (stockage de produits finis). L'exploitant a indiqué lors de la visite qu'il souhaite donc être reclassé sous le régime de la déclaration, perdant ainsi le bénéfice de son arrêté d'autorisation d'exploiter. Dans un premier temps, l'Inspection a demandé à l'exploitant de notifier à M. Le Préfet, la cessation définitive de l'installation de moussage et de la chaîne peinture. Cette notification sera accompagnée des mesures déjà prises ou prévues ainsi que le calendrier associé, pour assurer la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site. La notification de cessation devra, le cas échéant et compte tenu de la poursuite des activités sur le site, préciser si l'exploitant souhaite différer les opérations de réhabilitation liés à l'arrêt de ces</p>

<p>installations ainsi que la détermination de l'usage futur, conformément aux dispositions de l'article R.512-39 du Code de l'Environnement.</p> <p>Aux termes des opérations de mise en sécurité et conformément aux dispositions de l'article R.512-6-1 du Code de l'Environnement, l'exploitant fera attester de la mise en sécurité par un bureau d'étude certifié. L'attestation de mise en sécurité (attes-secur) sera transmise à l'Inspection dès son obtention.</p> <p>La poursuite des opérations et travaux de réhabilitation ainsi que la transmission des attestations idoines dépendront du positionnement de l'exploitant quant au report de ces derniers.</p> <p>Dans un second temps, et dans la mesure où l'exploitant souhaite que ces installations soient désormais gérées via les règles de procédure de la déclaration; celui-ci devra en formuler la demande au-près de M. Le Préfet. L'exploitant devra également procéder à la télédéclaration des rubriques relatives aux activités conservées sur le site.</p> <p>Un arrêté de prescriptions complétaires viendra mettre fin à l'application des arrêtés antérieurement délivrés et acter que l'installation n'est plus soumise au régime de l'autorisation ni aux règles de procédures correspondantes. Le cas échéant, cet arrêté viendra également encadrer la remise en état relative à l'arrêt définitif des installations.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra, dans les meilleurs délais, les éléments conformément aux constats formulés ci-dessus.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Déversements accidentels

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/1986, article 3-4
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes dispositions seront prises pour éviter tout déversement accidentel susceptibles d'être à l'origine d'une pollution des eaux souterraines ou superficielles.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite aucun stockage hors rétention n'a été constaté.</p> <p>A noter que les stockages liés à l'activité de peinture ont été supprimés suite à l'arrêt de la chaîne peinture.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Contrôles périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/1986, article 3-12
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : Des prélèvements, analyses et tout contrôle de la qualité et du débit des eaux rejetées pourront être effectués à la demande de l'inspecteur des installations classées par un organisme indépendant. Les frais de ces contrôles seront à la charge de l'exploitant.
Constats : L'exploitant a présenté en séance les résultats du dernier contrôle des rejets des eaux pluviales réalisé le 19/12/2023. Les résultats des analyses ainsi réalisées ne montrent aucun dépassement des valeurs limites d'émission. En particulier la concentration en hydrocarbure totaux (HCT) était de 0,31 mg/L)
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/1986, article 7-3
Thème(s) : Risques accidentels, Réseau d'extinction automatique
Prescription contrôlée : 1°- L'établissement sera pourvu de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques à combattre. Ces moyens seront répartis et mis en œuvre2° conformément au plan de défense établi en accord et suivant les instructions de M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours. [...] 4°- Les canalisations constituant le réseau d'incendie seront indépendantes du réseau d'eau industrielle.
Constats : Lors de la visite précédente l'inspection avait constaté la mise hors service de la réserve d'eau alimentant le système d'extinction automatique (sprinklage) protégeant les installations, suite à une fuite de cette dernière. Lors de la visite du 07 mars 2024 l'inspection a pu constater le remplacement de la citerne percée par une réserve neuve. A noter que la réserve a été installée en 2021.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Entretien des dispositifs de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. « Cette disposition ne concerne pas les aires de stationnement des véhicules exclusivement légers. »</p> <p>Ces dispositifs de traitement sont entretenus par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectués à une fréquence adaptée.</p> <p>Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté en séance le justificatif du dernier entretien des réseaux d'eaux pluviales réalisé en 2023 et relatif au curage des réseaux, des regards de visite et des séparateurs d'hydrocarbures.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
Type de suites proposées : Sans suite